



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

FAAE • NUMÉRO 117 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mercredi 28 novembre 2018

Président

M. Michael Levitt

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mercredi 28 novembre 2018

•(1555)

[Traduction]

Le président (M. Michael Levitt (York-Centre, Lib.)): La séance est ouverte. Bonjour à tous.

Nos invités d'aujourd'hui témoignent dans le cadre de notre étude sur la situation en Somalie, au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo. Aujourd'hui, nos invités traiteront en particulier de la situation en RDC.

Nous sommes ravis d'accueillir M. Fredrick Mwenengabo. Il est ambassadeur des organisations de la société civile auprès des Nations unies, défenseur de la paix et des droits de la personne et directeur général de l'East and Central African Association for Indigenous Rights. Bienvenue.

Nous accueillons aussi M. Marc Kapenda, qui est professeur. Bienvenue, monsieur Kapenda.

M. Anthony Njoku sera aussi présent.

M. Kapenda et M. Mwenengabo feront chacun un exposé, puis nous passerons aux questions. Je sais que mes collègues en ont beaucoup. Vous pourrez y répondre tous les trois.

Comme nous n'avons pas beaucoup de temps, ce serait bien que vous puissiez vous limiter à huit minutes. Merci.

Monsieur Mwenengabo, veuillez commencer, s'il vous plaît.

M. Fredrick Wangabo Mwenengabo (Ambassadeur des organisations de la société civile auprès de l'Organisation des Nations unies, défenseur de la paix et des droits de la personne, et directeur général, East and Central African Association for Indigenous Rights): Monsieur le président, merci beaucoup de m'avoir invité à comparaître devant l'honorable Comité permanent des affaires étrangères et du développement international pour discuter des situations en Somalie, au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo.

C'est avec respect, honneur et humilité que j'accepte cette invitation. J'espère que mon témoignage contribuera à la consolidation de la paix et au développement en RDC et en Afrique en général.

Monsieur le président, nous pouvons convenir que les situations en Somalie, au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo se ressemblent beaucoup. Ce sont tous des États fragiles qui ont plusieurs caractéristiques communes: gouvernement faible, corruption institutionnalisée, massacres de civils, violence à l'égard des femmes et les filles. Toutefois, si vous le permettez, je vais me concentrer sur la RDC. Vous comprendrez pourquoi au fil de mon exposé.

Avant de présenter mes observations, permettez-moi d'exprimer ma gratitude à l'égard du Canada pour la chance qui m'est donnée de faire partie de ce pays compatissant. Je suis fier d'être Canadien. Je

sais aussi que beaucoup de nouveaux Canadiens ont le même sentiment que moi. C'est d'ailleurs pour cette raison que je suis ici aujourd'hui pour établir un pont entre la RDC, le pays où je suis né, et le Canada, ce pays qui est maintenant le mien.

La RDC a beaucoup souffert. Le pays a subi les affres de multiples guerres et génocides depuis le règne du roi Léopold. Sous son règne, jusqu'à 10 millions des 20 millions d'habitants que comptait le pays au tournant du XX^e siècle sont morts alors que le régime se livrait au saccage et au pillage du pays. En 1960, lorsque le Congo a obtenu son indépendance de la Belgique et que Patrice Lumumba est devenu le premier premier ministre élu de son histoire, la CIA et la Belgique ont fomenté un complot visant d'abord la création d'un mouvement sécessionniste, puis l'assassinat de Lumumba, un an à peine après le début de son mandat.

Mobutu Sese Seko est ensuite devenu président du pays. Il a lui aussi plongé le pays dans la corruption, entraînant l'effondrement de toutes les institutions et faisant de la RDC ce qu'elle est aujourd'hui.

Monsieur le président, je sais que je n'ai pas assez de temps, mais essentiellement, je suis ici aujourd'hui pour demander l'aide de cet honorable comité. J'aurais aimé lire tout mon discours, mais je ne le ferai pas. Il m'arrive d'être très émotif lorsque je parle de la situation au Congo. Je vous demande d'être indulgents à mon égard si cela se produit. Je me sens déjà devenir émotif.

Le Congo est dans une situation très précaire actuellement de 1996 à 2001, le Congo a perdu plus de six millions de civils. Imaginez: six millions. Soustrayez cela de la population canadienne. Pensez-y. Ce sont nos soeurs, nos mères et nos frères. Si j'étais l'un d'entre eux, je ne serais pas assis ici. Ce sont de vraies personnes.

Trois millions de personnes ont été massacrées entre 2001 et 2003. Aujourd'hui, 3 000 personnes meurent chaque jour. Elles sont victimes de la brutalité, de la violence, des guerres et des problèmes connexes, comme les maladies, le manque d'infrastructures, etc.

•(1600)

Lorsque Mobutu est devenu gênant, nous avons permis au Rwanda d'intervenir. Nous avons appuyé l'invasion du Congo par le Rwanda et l'Ouganda. Voilà comment nous avons perdu cinq à six millions de personnes.

Nous avons continué; nous avons appuyé la deuxième invasion et formé divers groupes rebelles. Voilà pourquoi nous avons perdu tous ces gens.

Le Congo a acquis la réputation peu enviable de capitale mondiale du viol. L'ONU rapporte que 48 femmes sont violées toutes les heures. Il s'agit seulement des cas qui sont signalés. Ce sont nos mères, nos soeurs, nos femmes...

Je suis peut-être ici parce que j'ai une expérience du Congo et que je comprends les enjeux du pays, mais je suis aussi ici en tant que victime, puisque je m'inclus dans ce tableau. Je ne m'avance pas trop en disant que le Congo vivra une catastrophe sans précédent si que rien n'y change.

Je suis certain que vous posez des questions, mais avant, j'ai quelques recommandations à proposer à cet honorable comité. Parmi ces recommandations, notons la création d'un gouvernement de transition, puisqu'il n'y aura pas d'élections légitimes. Aucune institution légale n'organisera ces élections.

Deuxièmement, j'invite le Comité à nous aider et à travailler avec les Congolais pour réformer le système de justice du Congo. Cette transition permettrait le désarmement, la démobilisation et la réintégration des combattants. Nous pourrions ensuite promouvoir la démocratie et l'éducation civique et, par conséquent, tenir des élections légitimes.

Kabila a refusé toute participation de la communauté internationale aux élections congolaises et a refusé de nous aider. Il tenait à conserver le pouvoir au-delà de son mandat constitutionnel. En fait, il est toujours au pouvoir aujourd'hui.

Je demande, dans l'intérêt supérieur du Congo à court et à moyen terme, que le Canada lui apporte son aide. J'ai présenté un mémoire écrit dans lequel j'examine de façon détaillée les effets que pourrait avoir l'aide du Canada au Congo, un pays aux possibilités immenses. Cette aide nous donnerait la chance de réaliser le potentiel de la population et des ressources naturelles du pays.

[Français]

En conclusion, je vous précise que je vais répondre à toutes les questions relatives aux propositions et aux recommandations que je viens de vous faire. Je pense que c'est dans l'intérêt du Canada.

Je demande au Canada d'aborder les difficultés du Congo en ayant en tête l'image, l'intérêt, l'honneur et les responsabilités du Canada chez lui et à l'international.

Merci.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Je souligne que vos mémoires sont publiés en ligne. Nous veillerons à ce que tous les membres en reçoivent un exemplaire. Votre déclaration intégrale est publiée en ligne.

Monsieur Kapenda, le texte de votre exposé a aussi été fourni aux membres. Si vous vouliez faire un résumé, ce serait bien. Nous passerons ensuite aux questions.

•(1605)

M. Marc Kapenda (à titre personnel): Merci beaucoup de l'occasion de témoigner.

Je suis heureux de présenter mon exposé. Je vais m'exprimer en français.

Il pourrait y avoir des différences entre mon témoignage et le résumé que vous avez reçu. Je voulais restreindre mes commentaires pour présenter mon exposé dans le temps imparti.

[Français]

Je vais commencer par décrire la situation de la RDC.

Avec ses 80 millions d'habitants répartis sur un vaste territoire, la RDC arrive au deuxième rang parmi les pays d'Afrique pour ce qui est de la superficie, tout juste après l'Algérie. Ses 80 millions d'hectares de terres arables peuvent couvrir les besoins alimentaires du continent africain et d'une partie du monde.

On dit aussi de la RDC qu'elle est un scandale géologique, compte tenu de la diversité des minerais dont regorge son sous-sol: coltan, or, cuivre, pétrole, diamants, argent, zinc, uranium, manganèse, étain, germanium, radium, bauxite, minerai de fer, charbon, hydroélectricité, bois, et ainsi de suite. Pourtant, un récent classement suivant l'indice du développement humain défini par le Programme des Nations unies pour le développement place la RDC au 178^e rang parmi 188 pays. La RDC est donc l'un des pays les plus pauvres de la planète.

Comment un pays si bien doté en ressources naturelles et humaines peut-il être si pauvre? La cause récurrente du retard du décollage de la RDC est le système politique autoritaire, à la fois répressif et laxiste.

Contrairement à l'idéal type d'État proposé par Max Weber, l'État congolais porte encore des indicateurs du système patrimonialiste qui a cours depuis son origine, en 1885, lorsque la conférence de Berlin en a fait la propriété du roi Léopold II sans le consentement des habitants.

Depuis lors, malgré une indépendance et la présence de Congolais à la tête du pays aujourd'hui, l'économie reste extravertie. Le système politique, d'apparence républicaine, est en réalité néopatrimonialiste, c'est-à-dire autoritaire et caractérisé par un haut niveau de violence généralisée. La prospérité des gangs organisés, qui prolonge le foisonnement des milices et autres services particuliers de protection solidement armés, montre l'échec de la première fonction de l'État: la sécurité.

Il faut ajouter à ces indicateurs le rôle important que jouent de façon soutenue les nominations effectuées sur la base de faveurs, et non en fonction des mérites, dans divers échelons administratifs. De plus, la loi est appliquée différemment suivant les catégories de citoyens. En outre, on exerce une répression aveugle des manifestants pacifiques.

En plus, la conception et la mise en oeuvre de politiques publiques obéissent fréquemment aux jeux d'intérêts corporatistes. L'autorité de l'État fait défaut à de nombreux endroits. On est en présence d'un État dont la répression cultive l'intimidation et décourage la participation publique. C'est un État qui ne se préoccupe pas du contrat social qui, dans une république, assigne à l'État la mission d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens. À la place, l'enrichissement personnel, la corruption et la prédation continuent à prévaloir sur l'éthique et la légalité.

L'autoritarisme et le laxisme de l'État décrits plus haut ont un effet négatif dans tous les domaines de la vie, que ce soit d'ordre politique, économique ou social. La centralisation du pouvoir et l'absence de participation politique qui en découle privent le pays de possibilités de transformations structurelles susceptibles de développer l'économie. Lorsque l'économie ne va pas bien, le social en pâtit.

Parlons des répercussions sociales et humanitaires plus particulièrement.

Deux décennies de conflits ont laissé des groupes armés, des milices étrangères et locales qui exploitent encore des minerais, en plus de terroriser la population. Dans l'Est du pays, à Beni plus particulièrement, et dans le Kasai, le massacre des populations à l'arme blanche par des groupes pourtant armés se poursuit, et ce, malgré la présence de l'armée nationale et de la MONUSCO.

Le taux de chômage en RDC est estimé à 51 %, ce qui explique l'exode de Congolais qui, en quête de bien-être, se déplacent vers des pays voisins ou ailleurs à l'étranger, ces dernières années.

Selon les estimations de l'ONU datant de janvier 2018, la RDC abrite 540 000 réfugiés et compte 4,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Parmi celles-ci, nombreuses sont celles qui ont été obligées de s'exiler à cause de l'insécurité qui règne, comme c'est le cas dans le Kasai. Lorsque, peu de temps après, ces demandeurs d'asile sont expulsés du pays d'accueil, comme cela a été le cas récemment lorsque l'Angola a expulsé quelque 250 000 réfugiés congolais, il se pose un problème humanitaire sérieux qui nécessite de l'assistance.

Bref, l'État congolais, au lieu de favoriser la productivité nationale et le développement de marchés profitables au pays, montre un laxisme qui favorise l'exploitation illicite de ressources. Un changement d'État s'impose.

L'alternance politique souhaitée par la population et l'État de droit promis par des partis comme l'Union pour la démocratie et le progrès social, ou UDPS, peuvent bien venir avec la fin déclarée du mandat de Kabila, si les élections annoncées pour le 23 décembre pouvaient se réaliser de façon transparente et crédible.

Nous, Canadiens, devrions faire appel à la responsabilité prospective dont parle Hans Jonas, de façon à ce que les connaissances et les moyens dont dispose notre société permettent de faciliter l'alternance politique en vue au Congo.

Le Canada peut faire d'autres interventions utiles. Une loi canadienne devrait tenir les sociétés canadiennes responsables des questions éthiques dans leurs pratiques à l'extérieur, comme au Congo. Il y va de la réputation du Canada.

Le Canada peut faire en sorte que les groupes armés dans l'Est du pays, dans le Kasai et dans le Katanga soient combattus par des forces internationales comme celles de la MONUSCO.

Étant donné les machines à voter, le fichier électoral corrompu et le refus des autorités de la RDC d'avoir des observateurs internationaux, le Canada ne devrait pas s'empresse de reconnaître les résultats des élections programmées pour le 23 décembre, des résultats qui donneraient le dauphin de Kabila gagnant de ces élections.

Dans le cadre humanitaire, les déplacés ont besoin de transport, de nourriture et de logement. Ce sont des souffrances que le Canada peut bien alléger.

Advenant un report d'élections pour quelque raison que ce soit, on pourrait inviter M. Kabila, qui est en fin de mandat, à démissionner pour laisser...

● (1610)

[Traduction]

Le président: Monsieur Kapenda, je vous demanderais de conclure dans la prochaine minute, car je veux réserver du temps pour les questions. Nous manquons de temps, malheureusement.

Nous avons reçu vos commentaires. Nous les ferons traduire, puis nous les distribuerons.

Je vous demanderais de conclure. Nous passerons ensuite aux questions des députés. Merci.

[Français]

M. Marc Kapenda: Avec sa longue expérience dans l'organisation de bonnes élections, pourquoi la coopération canadienne n'offrirait-elle pas, à la longue, son aide pour la formation de témoins, en recourant à la participation de Congolais installés au Canada qui sont prêts à apporter leur contribution dans ce domaine?

Je vous remercie.

Le président: Merci.

[Traduction]

Nous passons aux questions.

Monsieur Aboultaif, allez-y, s'il vous plaît.

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Merci beaucoup.

La question porte sur le dernier commentaire de M. Kapenda sur les élections du 23 décembre, si tant est que je puisse vraiment croire qu'elles auront bel et bien lieu ce jour-là.

Un des partis politiques de la RDC est l'UDPS, l'Union pour la démocratie et le progrès social. Il a été fondé le 15 février 1982. Il y a aussi l'UDPS fédération du Canada, il me semble, et je crois savoir que vous y jouez un rôle.

Je crois comprendre que la fédération fait partie des organes de base de l'extérieur du pays. Au Canada, l'UDPS compte des sections pour chaque province canadienne. Les membres représentent l'UDPS au Canada et sont nommés par le président du parti.

Quel rôle les sections internationales d'un parti politique jouent-elles sur la scène politique du pays d'origine? Quel est le rôle de la diaspora congolaise dans votre système électoral? Quelles difficultés ces gens doivent-ils affronter en raison de leurs actions?

● (1615)

[Français]

M. Marc Kapenda: Je crois avoir un problème avec l'interprétation, mais je suppose qu'on a compris.

Je vais vous expliquer du mieux que je le peux le rôle que jouent les représentants de l'UDPS à l'extérieur du pays.

La fédération du Canada de l'UDPS est une organisation civile basée au Canada qui essaie d'informer le gouvernement du Canada et le public canadien sur la situation au Congo, et qui essaie de les influencer dans le bon sens, dans le sens du changement.

L'UDPS se bat depuis 1982 pour l'alternance politique au Congo. C'est un parti qui milite pour un État de droit respectueux non seulement des droits de la personne, mais aussi des missions normales de l'État, dont la première consiste à assurer la sécurité de ses citoyens. Grâce à un tel État, il y aurait une bonne participation de la société civile à l'économie et à la bonne marche du pays.

À ma connaissance, c'est ce que font valoir les militants de l'UDPS dans les autres pays. Généralement, ils font ce travail en collaboration avec d'autres groupes congolais, même si ces derniers ne font pas partie de l'UDPS.

Je vais maintenant répondre à la deuxième question, qui concerne les dangers auxquels s'exposent ces personnes une fois qu'elles sont rentrées au pays.

Il se trouve parmi elles des personnes qui sont des têtes d'affiche reconnues pour leur franc-parler ou pour leur opposition au système politique du pays. Généralement, ces personnes sont fichées dans le pays. Si elles rentrent au pays, on peut chercher à leur causer du tort de façon malicieuse, par exemple en procédant à leur enlèvement ou en les tuant de telle sorte que la faute ne puisse être imputée à l'État. Il peut s'agir d'un accident ou d'un enlèvement; on dira que la personne a disparu. Ce sont les dangers qui guettent ces personnes. Cependant, il y a des acteurs moins visibles qui peuvent rentrer au pays sans s'attirer trop de problèmes.

Je ne sais pas si j'ai bien répondu à votre question. Si vous avez besoin d'autres éclaircissements, je pourrai vous en donner par la suite.

[Traduction]

Le président: Merci.

Monsieur Saini, allez-y, s'il vous plaît.

• (1620)

M. Raj Saini (Kitchener-Centre, Lib.): Je vous remercie beaucoup tous les trois d'être ici aujourd'hui.

Monsieur Mwenengabo, j'ai été très touché par votre témoignage. En fait, par rapport à la RDC, j'éprouve la même émotion et la même tristesse que vous, car de tous les pays d'Afrique, c'est probablement celui qui a le plus grand potentiel.

Examinons le climat politique actuel. Des élections auront lieu le 23 décembre. Trois candidats très différents se présentent à la présidence. Il y a Shadary, qui est appuyé par Kabila, Martin Fayulu, qui n'a pas d'appui généralisé, et Tshisekedi, qui n'a pas d'appui solide non plus. En fin de compte, au cours des 58 dernières années de son histoire, la RDC n'a connu aucune transition politique pacifique.

Quant à la situation actuelle, le pays n'est pas aux prises avec un conflit armé, mais bien avec des centaines de conflits armés entre divers groupuscules qui vont de village en village. Toutefois, le potentiel là-bas, selon les données actuelles... Le FMI estime à 24 billions de dollars américains la valeur des minéraux et métaux précieux enfouis dans le sol du pays.

La RDC n'est pas...

Je vous demande pardon?

M. Ziad Aboultaif: Voilà la source du conflit.

M. Raj Saini: Certes, mais il y a aussi d'autres raisons, n'est-ce pas?

Potentiellement, avec les ressources qu'il a... Ce que nous avons fait jusqu'à maintenant n'a pas fonctionné. Il doit bien être possible de faire mieux que de régler les choses à la pièce. Je sais que mon

ami pense que l'enjeu ne se limite pas à cela, mais n'a-t-on pas besoin d'une solution plus large ou plus ambitieuse pour régler ce problème?

Il y aurait un coût initial qui pourrait être récupéré au fil du temps. Avec une approche plus structurée de l'économie et une transparence accrue — une sorte d'équivalent au plan Marshall après la Deuxième Guerre mondiale, alors que toutes ces forces ont fait front commun pour régler le problème une fois pour toutes —, ce pays pourrait être le joyau de l'Afrique et servir de catalyseur à l'échelle du continent, y compris pour ses pays voisins.

Devrions-nous avoir une approche aussi ambitieuse?

M. Fredrick Wangabo Mwenengabo: Je tiens à vous remercier, monsieur Raj, parce que vous avez parfaitement résumé ma pensée. Vous voyez les choses dans une perspective mondiale et si nous pouvions tous avoir cette optique, je pense que le Congo pourrait être une terre de paix et de promesses. Pourquoi? Je le dis parce que la situation au Congo, comme vous l'avez indiqué à juste titre, perdure depuis 50 à 100 ans. Si nous considérons que toutes nos approches ont été couronnées de succès, cela voudrait dire que nous ne reconnaissons pas que des millions de personnes ont été tuées. Nous avons échoué. Pour réussir, il nous faut de nouvelles approches et un nouvel élan afin de recréer le Congo, à l'avantage de tous.

Qu'est-ce que j'entends par là? J'ai parlé de transition, et c'est exactement à cela que je faisais référence. Vous avez mentionné tous les partis politiques. Depuis 50 ans, nous revoyons constamment les mêmes personnes, les mêmes politiciens, en espérant toutefois des résultats différents, alors qu'on ne fait que recycler des problèmes. Aucun de ceux que vous avez mentionnés n'a été un acteur positif. Ils ont plutôt participé à la destruction du Congo.

Je dirais au Comité que la solution pour le Congo serait d'adopter une résolution de l'ONU pour faire du pays un protectorat de l'ONU. On donnerait ainsi aux jeunes — donc à ceux qui ont souffert, qui n'ont rien à perdre et qui ont tout à gagner — l'occasion de commencer à reconstruire leur pays. Ils travailleront en collaboration avec l'ONU. Ils travailleront avec des partenaires internationaux et seront les seuls à être habilités à organiser des élections. Les partis actuels sont incapables d'organiser correctement des élections. Kabila a refusé d'abandonner le pouvoir. Il a nommé son propre pantin comme candidat, son oncle, et il avait remplacé son père à la tête de l'État. Donc, à quoi peut-on vraiment s'attendre?

L'idée d'un protectorat que je viens d'évoquer a fonctionné ailleurs. Les exemples sont nombreux et le Congo n'est pas une exception. Le Timor-Oriental est un exemple; l'ONU a aidé à la formation d'un gouvernement de transition. Cela a été fait en Slavonie orientale, et on y a maintenant recours au Kosovo. Le Canada offre d'ailleurs son appui par l'intermédiaire de l'OTAN.

• (1625)

M. Raj Saini: J'aimerais vous poser une question et je n'ai vraiment pas beaucoup de temps. J'apprécie vos commentaires et je comprends ce désir d'être plus ambitieux... Le seul problème, c'est qu'il y a d'autres États qui ne sont peut-être pas du même avis que nous et qui peuvent mieux infiltrer l'économie de la RDC.

Comment pouvons-nous réunir tous ces gens autour de la table et tenir une discussion où les droits de la personne, les droits des femmes, les droits autochtones et les droits environnementaux s'harmonisent de manière à ce qu'il n'y ait aucun conflit entre ce que veut l'ONU ou l'Occident pour la RDC, et ce que d'autres États — la Chine pour l'instant —, qui n'ont pas la même vision que nous, veulent?

M. Fredrick Wangabo Mwenengabo: Il faut appuyer les Congolais. Chaque fois qu'ils ont voulu profiter de ces possibilités, on les a réprimés. En janvier 2015, lorsque les gens ont tenté d'organiser une manifestation pacifique contre le régime de Kabila, ils ont été sévèrement réprimés: 47 personnes ont été tuées. Par la suite, dans une fosse commune, on a découvert 425 corps de personnes tuées. La communauté internationale n'a pas montré son appui envers les Congolais.

En ce qui a trait à votre question sur la façon de réunir les intervenants au Congo — ceux qui y ont des intérêts —, je peux vous dire que ces gens ne sont pas des politiciens. Les politiciens s'intéressent à l'argent et au pouvoir.

Les gens qui ont tout à perdre sont les 70 % — les jeunes de moins de 30 ans — qui n'ont jamais travaillé et n'ont connu que la souffrance, et qui sont résilients; et les millions de femmes qui se font violer tous les jours et qui ne peuvent que prier et espérer que demain sera mieux.

Il y a les acteurs religieux, par exemple, qui représentent une institution forte. Il y a les Congolais, qui sont bien intentionnés et...

Le président: Merci. Nous allons devoir passer à la prochaine question. Vous aurez peut-être la chance de terminer votre réponse.

Madame Duncan, vous avez la parole.

Mme Linda Duncan (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur Kapenda, je regarde votre liste de recommandations, qui présente les mesures qui devraient être prises pour stabiliser toutes les nations, y compris le Congo. Le problème, c'est que cela semble impossible sans un gouvernement stable.

Je regarde la recommandation visant un gouvernement de transition. Je sais que bon nombre de nations passent par là. Parfois, après une élection, le vice-président prend le pouvoir. Il y a un gouvernement de transition pendant un certain temps.

Mes collègues ont dit qu'il ne semblait pas y avoir de candidat pour les prochaines élections, à l'exception de la personne que nous ne voulons pas voir au pouvoir, parce qu'elle est responsable de toute cette terreur... du moins celle créée par le gouvernement. Que pourrait faire le Canada pour favoriser un gouvernement de transition? Avez-vous présenté cette recommandation aux Nations unies?

Je remarque que les Casques bleus de l'ONU ont déjà beaucoup investi dans la mission de stabilisation, mais elle n'a pas entraîné de résultats. À mon avis, le soutien en vue d'établir une nation stable et pacifique devra venir du peuple congolais. Il faudra que quelqu'un au Congo réussisse à réunir tout le monde. Je ne vois pas comment une force externe — le Canada, les États-Unis ou un autre pays — pourrait imposer un gouvernement de transition et que les choses se passent bien.

J'aimerais savoir ce que vous entendez par gouvernement de transition. J'aimerais aussi vous poser quelques questions supplémentaires.

Il faut absolument l'intervention de la Cour pénale internationale. Tout d'abord, il faut mettre la main sur ces gens, les sortir du pays et les traduire en justice. Il faut absolument rééduquer les enfants-

soldats. Toutefois, pour mettre en place cette belle plateforme pour la réforme du pays, il faut d'abord le stabiliser.

J'aimerais savoir ce que vous voudriez que fasse le Canada. Est-ce que vous voulez que nous demandions à d'autres de prendre certaines mesures, en vue d'un gouvernement de transition, par exemple?

• (1630)

M. Marc Kapenda: Est-ce que cette question s'adresse à moi ou aux autres?

Mme Linda Duncan: Vous pouvez tous deux y répondre.

[Français]

M. Marc Kapenda: Je crois que je vais commencer et profiter de l'occasion pour revenir sur la question précédente.

J'aimerais dire que le problème actuel, au Congo, c'est le gouvernement, c'est l'État. Lorsque je parle de l'État, il est question du gouvernement, du système politique en place. Comme je l'ai dit, ce système n'a pas beaucoup changé depuis l'époque de Léopold II, voire depuis l'indépendance. Il a suffi qu'on élimine Joseph Kasavubu et qu'on limoge Patrice Lumumba, qui était le symbole de l'indépendance, pour qu'on revienne pratiquement au même système où les dirigeants sont incompetents. Ces dirigeants ne sont pas choisis par la population, mais imposés généralement de l'extérieur. C'est là que réside le problème.

Cependant, il existe des solutions de rechange. En effet, contrairement à ce que dit mon collègue et à ce que je viens d'entendre, il ne manque pas d'options au Congo. Nous avons mentionné des partis comme l'UDPS qui sont restés en attente et critiques face au mauvais fonctionnement de l'État. Ils ont un projet différent à offrir. Ils veulent effectivement instaurer la démocratie, l'État de droit, le respect de la Constitution, et ainsi de suite. Ces gens existent; ils sont réels.

À ce sujet, il faut faire attention à l'apparence des personnes. Vous pouvez constater, par exemple, que Félix Tshisekedi est jeune et nouveau, tout comme Martin Fayulu. Cependant, Félix Tshisekedi n'est pas seulement Félix Tshisekedi, mais aussi le leader de l'UDPS. Il est porteur d'un projet, c'est-à-dire celui de l'UDPS. Ce parti est très bien organisé au pays. Il compte suffisamment de cadres qui, même s'ils assumaient à eux seuls un gouvernement, pourraient opérer un changement rapide au Congo.

Si nous pensons que le problème du pays est l'État, que l'alternance politique est effectivement possible et qu'il y a des gens disponibles, je ne vois pas où est le problème. Le problème est l'État, et c'est ce même État qui, aujourd'hui, fait que les élections ne se passent pas bien. Or il y a toujours ce gouvernement qui est en attente et qui se bat pour que les élections aillent mieux. Ces gens se sont battus pour qu'on élimine la machine à voter, qu'on croit être un système inadéquat. On pense en effet qu'elle donne l'occasion de tricher. Ils se sont battus pour qu'on revoie le fichier électoral. L'Organisation internationale de la Francophonie a fait un audit du fichier électoral et a conclu qu'il était effectivement corrompu.

C'est une lutte. Nous demandons l'apport de pays comme le Canada pour que des pressions soient exercées afin qu'il y ait de meilleures élections.

Alors, quand...

• (1635)

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur Kapenda. Je suis désolé, mais je dois vous interrompre. Nous devons passer à la dernière intervenante.

Madame Vandenbeld, vous avez la parole.

[Français]

Mme Anita Vandenbeld (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci beaucoup.

Comme vous le savez, le Congo me tient vraiment à coeur depuis que j'ai dirigé un programme visant à encourager le dialogue entre les partis politiques dans le cadre des élections de 2011. Ces élections n'étaient ni transparentes ni crédibles.

Est-il encore possible que des élections crédibles et transparentes se tiennent le 23 décembre prochain? De plus, croyez-vous qu'il soit possible d'avoir un candidat commun de l'opposition?

M. Wangabo a dit qu'un gouvernement de transition serait préférable, mais l'Accord du 31 décembre prévoyait qu'il y en ait un. Or le seul résultat a été le report des élections.

Je vais poser la question à M. Kapenda.

[Traduction]

M. Fredrick Wangabo Mwenengabo: Avant cela, est-ce que je pourrais poser une question?

[Français]

Mme Anita Vandenbeld: En fait, je n'ai que trois minutes, que je partage avec mon collègue, et j'aimerais vraiment connaître l'opinion de M. Kapenda au sujet des élections.

M. Fredrick Wangabo Mwenengabo: D'accord.

Mme Anita Vandenbeld: Monsieur Kapenda, le Canada pourrait-il aider la RDC à tenir des élections crédibles?

M. Marc Kapenda: Les élections au Congo posent des problèmes en raison des faits que nous avons mentionnés.

Tout d'abord, les gens ne veulent pas de la machine à voter. On doit exercer suffisamment de pression pour écarter la machine à voter et imprimer des bulletins de vote. Ces choses peuvent être faites en peu de temps. On peut imprimer des bulletins de vote en un jour. Cela ne demande vraiment pas beaucoup de temps. Comme la machine à voter n'inspire pas confiance, il faudrait l'éliminer et la remplacer par des bulletins de vote.

Par ailleurs, même si le fichier électoral n'a pas été revu, les élections pourraient fonctionner s'il y avait suffisamment de témoins pour surveiller le processus et s'assurer que les faux électeurs n'entrent pas en jeu. On dit que le fichier électoral est corrompu, c'est-à-dire qu'il contient des électeurs fictifs. Cependant, s'il y a suffisamment de surveillance pour que ces électeurs fictifs n'entrent pas en jeu, il sera possible de déjouer cette fraude et d'avoir des élections acceptables. Les élections peuvent être rendues crédibles grâce aux témoins. C'est possible.

On sait quel est le problème, et il n'est pas inextricable ou impossible à résoudre. On peut résoudre ce problème en exerçant suffisamment de pression pour que la machine électorale n'entre pas en jeu et pour que des témoins jouent valablement leur rôle.

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur Kapenda.

Mon collègue voudrait vous poser une question, rapidement. Allez-y.

M. Borys Wrzesnewskyj (Etobicoke-Centre, Lib.): Dans le cadre des témoignages, nous avons entendu parler des fosses communes, des massacres et des millions de morts. L'un d'entre vous a dit que la RDC avait des ressources naturelles abondantes, mais elles semblent aussi être une source de malheur.

Monsieur Kapenda, vous avez parlé des minerais de sang. Je crois que vous avez parlé du coltan. En 2009-2010, j'ai contacté BlackBerry parce que l'entreprise utilisait ce minerai dans ses appareils. Le Canada tente de trouver des façons d'aider la RDC, mais la plupart des Canadiens ne réalisent pas que nous avons contribué à ces horreurs. Cette information est disponible depuis plus de 10 ans, mais dans le cadre d'une divulgation obligatoire auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis l'année dernière, BlackBerry a admis qu'elle continuait à utiliser les minerais de conflit, dont une partie provenait de la RDC, et a fait valoir qu'il s'agissait de « minerais nécessaires ». Dans bon nombre de cas, on ne connaît pas leur origine.

Monsieur Kapenda, vous avez parlé du coltan. L'industrie et les entreprises canadiennes sont impliquées dans cela. En tant que Canadien d'origine congolaise, avez-vous un commentaire à faire à ce sujet?

• (1640)

[Français]

M. Marc Kapenda: Je serai très bref, et mes collègues pourront apporter un complément de réponse.

Les entreprises sont soumises à un principe d'éthique qu'on appelle la RSE, c'est-à-dire la responsabilité sociétale des entreprises. Au Congo actuellement, l'État se contente de prébendes et de corruption pour permettre à toute entreprise de fonctionner comme elle le veut. Grâce à cette politique de responsabilité sociétale des entreprises, on s'attend à ce que les compagnies étrangères qui exploitent les ressources en RDC contribuent au moins au développement de la population locale.

[Traduction]

Le président: Merci. Je dois malheureusement vous interrompre, parce que nous devons entendre d'autres témoins.

Messieurs, je vous remercie tous les trois de votre présence et de vos témoignages très convaincants. Ce sont des questions difficiles. Je vous remercie d'être si passionnés et d'avoir pris le temps de vous joindre à nous.

Sur ce, nous allons prendre une pause d'une minute, puis nous entendrons le prochain groupe de témoins. Je demanderais aux membres du Comité de rester assis ou de revenir à leur chaise dans une minute. Merci.

• (1640)

(Pause)

• (1645)

Le président: Merci beaucoup. Je souhaite la bienvenue aux deux témoins de notre deuxième groupe.

Nous recevons par téléconférence Julienne Lusenge, qui est présidente, cofondatrice et directrice des Fonds pour les Femmes Congolaises. Nous recevons également Yvette Yende-Ashiri, qui est coordonnatrice de recherche à l'Université d'Ottawa. Comme Mme Lusenge se joint à nous par téléphone, nous pourrions peut-être commencer par elle.

Est-ce que vous nous entendez?

[Français]

Mme Julienne Lusenge (directrice du Fonds pour les femmes congolaises, présidente et cofondatrice, Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral): Oui, je vous entends.

[Traduction]

Le président: Si vous pouviez faire une déclaration préliminaire d'environ sept minutes, ce serait très bien. Vous pouvez y aller, puis nous entendrons Mme Yende-Ashiri.

[Français]

Mme Julienne Lusenge: Merci, monsieur le président.

Je vous remercie de m'avoir invitée à comparaître devant les membres du Comité pour faire mon témoignage. Vous me donnez l'occasion de parler de la situation des femmes de mon pays et aussi des besoins de notre population en République démocratique du Congo.

Le Canada soutient mon pays depuis plusieurs décennies. Le Canada est venu au secours des survivantes de violences sexuelles, un fléau qui ravage et détruit la dignité des femmes congolaises, notre dignité, ma dignité. Le Canada soutient plusieurs projets au Congo. Notre organisation, le Fonds pour les femmes congolaises, exécute présentement un projet financé par le Programme sur les femmes, la paix et la sécurité qui s'intitule « Renforcement des capacités des femmes sur la médiation des conflits électoraux en République démocratique du Congo ». Nous sommes en ce moment en processus électoral. Aujourd'hui même, nous avons entamé, dans le cadre de ce projet, la formation de 30 médiatrices des conflits électoraux, de 45 observatrices et de 45 candidates. Nous en sommes reconnaissantes au peuple du Canada, à son gouvernement et à son Parlement.

Nous parlons aujourd'hui des conflits, de la paix et de la sécurité. Il est important d'inclure les femmes dans toutes les étapes de la résolution des conflits et dans le processus de paix, qu'il s'agisse des femmes dans les villages ou des femmes au sein du gouvernement. Issues des violences qui règnent dans notre vie quotidienne, nous, femmes congolaises, forçons la porte pour participer et ainsi prendre notre place dans le processus de paix, conformément à la résolution 1325 des Nations unies. Les conflits armés continuent à déshumaniser le peuple congolais.

Ainsi, nous demandons au Canada d'oeuvrer pour la paix non seulement en offrant des contributions financières pour soulager les conséquences de cette violence, notamment en soutenant le projet de lutte contre les violences sexuelles — ce dont nous sommes très reconnaissantes —, mais aussi en fournissant des hommes dans les commandements et les troupes des Nations unies pour combattre ces antivaleurs et contribuer effectivement à l'atteinte de la paix.

Cela fait plus de 20 ans que nous vivons des guerres atroces en RDC. Il est plus que temps que le Canada s'implique véritablement et pèse de tout son poids dans la balance pour mettre fin à ces guerres interminables. Les groupes armés ou rebelles venus de pays voisins, comme le Rwanda ou l'Ouganda, doivent rentrer dans leur pays, et nous voulons que le Canada nous aide à défendre ce point de vue et appuie nos efforts pour qu'ils retournent chez eux. Un

programme de démobilisation des milices locales devra être soutenu par le Canada. Votre pays devra cependant veiller à ce que les femmes participent à l'élaboration de ce programme, pour éviter les erreurs passées survenues dans les autres programmes mis sur pied par d'autres pays.

Le Canada devra soutenir les associations de femmes directement et faire confiance aux organisations congolaises pour que le financement dont nous avons entendu parler, le fonds féministe, puisse soutenir les efforts des femmes congolaises.

La résolution des conflits passe par l'implication des femmes dans le processus de négociation de la paix et par leur participation politique. Le Canada devra offrir un important soutien financier et technique aux efforts des femmes congolaises et aux organisations qui oeuvrent pour la paix conformément à la résolution 1325. Le Canada devra également faciliter les échanges avec les autres femmes dans le monde et au Canada quant à leurs expériences. En outre, le Canada devra offrir des formations aux jeunes et aux femmes sur la cohabitation pacifique.

Le Canada devra renforcer son influence dans la région des Grands Lacs et demander aux dirigeants de respecter leurs engagements envers la paix, la non-agression et la lutte contre les violences sexuelles. Il devra aussi soutenir les efforts des peuples dans la revendication de la démocratie.

● (1650)

Malgré ce sombre tableau, les Congolais, particulièrement les femmes, gardent espoir et travaillent sans relâche et avec le sourire. Nous voulons changer notre situation et construire une vraie démocratie pour atteindre les cibles fixées dans les objectifs de développement durable d'ici 2030. Voilà pourquoi les Congolais, en particulier les femmes, s'investissent chaque jour tout un chacun pour la tenue d'élections crédibles, libres, transparentes et démocratiques. Nous ne voulons pas de n'importe quelle élection qui pourrait nous replonger dans des situations encore plus déplorables. Nous voulons que ce système change. Nous demandons que le Canada soutienne cet espoir.

La démocratie apporte la paix et la sécurité. Le Canada devra aider le peuple congolais dans sa quête d'élections libres, transparentes, démocratiques et apaisées. Aujourd'hui, les Congolais exigent et méritent des élections propres, avec des règles du jeu équitables, des choix réels et une concurrence véritable. Nous demandons au Canada de travailler avec ses alliés et ses partenaires locaux pour soutenir le Congo et aborder des aspects importants du processus électoral, comme la sécurité du scrutin et la prévention de la fraude. Grâce à son soutien d'importantes missions d'observation, le Canada a toujours été un chef de file dans la promotion d'élections libres et équitables dans le monde.

En ce qui concerne le respect des droits de la personne, le Canada devra nous aider en exprimant clairement sa position sur les graves violations des droits de la personne qui surviennent en RDC. Le Canada devra travailler avec ses partenaires pour faire pression sur les autorités de la RDC et sur toute personne qui commet des violations des droits de la personne, des violences sexuelles ou le pillage de ressources, et cela comprend les pays voisins qui, ce faisant, entretiennent les guerres.

La justice consolide la paix et la paix se nourrit de la justice. Le Canada devra soutenir la restauration de la justice, car le dysfonctionnement juridique et l'impunité alimentent les conflits. Le Canada devra aussi déployer beaucoup d'efforts pour aider les juges et les avocats qui sont en faveur d'une réforme et pour améliorer l'accès des Congolais ordinaires, particulièrement les survivantes de conflits et de violences sexuelles, à un système judiciaire équitable.

Nous demandons au Canada de s'impliquer en faveur d'élections libres, d'un système judiciaire indépendant, d'une société civile solide et de médias libres. Voilà des éléments essentiels à la démocratie, où les prises de décisions responsables et transparentes sont la norme et où les personnes et leurs droits sont respectés et protégés. Cela va remédier aux graves violations des droits de la personne et bâtir la démocratie, la paix et le développement.

Un nouveau projet du Fonds pour les femmes congolaises aidera les associations à donner accès à de l'aide juridique aux survivantes les plus vulnérables, à travailler pour la paix afin qu'elles puissent, elles aussi, bénéficier...

● (1655)

[Traduction]

Le président: Madame Lusenge.

[Français]

Mme Julienne Lusenge: J'ai presque terminé, monsieur le président.

[Traduction]

Le président: Nous avons votre témoignage écrit. Tous les membres du Comité l'ont reçu, alors je vous demanderais, puisque nous avons beaucoup de questions à vous poser, de prendre 30 secondes pour conclure. Nous entendrons ensuite le deuxième témoin. Nous avons vos commentaires écrits.

[Français]

Mme Julienne Lusenge: Je conclus.

Le Canada a soutenu des projets pérennes dans notre pays et nous voulons que ce soutien continue, pour que nous, les femmes, puissions réformer ce pays, pour que les droits de la personne soient respectés et pour que l'autonomisation des femmes congolaises se concrétise.

Je vous remercie.

Le président: Merci.

[Traduction]

La parole est maintenant à Mme Yende-Ashiri. Allez-y, madame.

Mme Yvette Yende-Ashiri (coordonnatrice de recherche, Université d'Ottawa, à titre personnel): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, bonjour, *mbote, hujambo, betu'abu, hello*. Je suis honorée de pouvoir témoigner devant vous aujourd'hui.

Je m'appelle Yvette Yende-Ashiri et je suis une Afro-Canadienne francophone. Je milite pour les droits des femmes et des jeunes filles, et pour la justice sociale. Je suis née au Zaïre, qui s'appelle maintenant la République démocratique du Congo. Lorsque je prononce le mot « démocratique », je me demande toujours ce qu'il y a de démocratique au Congo.

Je suis ici aujourd'hui à titre de porte-parole de bon nombre de femmes et de jeunes filles qui ne peuvent pas se faire entendre. Comme l'a fait valoir Julienne Lusenge, je crois que les solutions se trouvent entre les mains des femmes. Elles doivent être à la table où

se prennent les décisions. Ce sont elles qui doivent décider de leur sort. Les femmes doivent mener le pays. Elles doivent être respectées et considérées à titre d'égales, comme vous et moi. Les solutions viendront des femmes, et pas des hommes.

Le Congo est un pays qui a été assujéti à la colonisation jusqu'à maintenant. À mon avis, mon pays d'origine est toujours un pays injuste, surtout pour les femmes et les jeunes filles. Je vais vous lire un extrait du message des femmes et des jeunes filles de la ville de Beni, dans la province du Nord-Kivu, adressé à la MONUSCO.

[Français]

Notre premier message: [...] nous sommes les filles, les femmes de la ville de Beni. Nous voulons la paix à Beni. C'est ça, notre premier message! Nous voulons la paix!

Vous, en tant que communauté internationale représentée ici par la MONUSCO, avez certains mandats qui vous sont reconnus et que vous devrez jouer pour protéger le peuple de [Beni] contre les tueries. [...] il y a la résolution 1334, qui vous donne ce mandat-là de contacter les rebelles et de leur dire cessez le feu. Nous disons qu'attendez-vous? Vous attendez combien de massacres, combien de corps, combien de morts pour que vous puissiez appeler les rebelles [à] cesser le feu?

[...] Nous disons que [...] nous avons des enfants qui sont kidnappés, qui sont en brousse. [...] Que font ces enfants [en brousse]? [...]

[...] 60% [des] rebelles qui sont dans les parcs [...] ne sont pas [des C]ongolais [...] 40% [seulement] sont [des C]ongolais. Nous nous posons la question [...] est-ce que vous êtes déjà arrivé[s] un jour à vouloir savoir comment est-ce que ces gens viennent d'autres ciels, pour arriver à [Beni]? Est-ce que vous vous êtes déjà posé la question sur le ravitaillement en [armes], quels mécanismes vous avez mis en place pour [contrôler] ce [...] ravitaillement en arme[s]?

● (1700)

[Traduction]

Ce message était adressé à la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, la MONUSCO. Comme vous pouvez l'entendre, les femmes du Congo subissent la violence depuis plus de 24 ans. Leurs corps sont utilisés comme des armes de guerre. Les Congolaises sont des femmes très résilientes. Il faut que les choses changent pour elles au Congo. Nous nous demandons toujours pourquoi nous ne pouvons pas mettre fin à la guerre dans ce pays.

Je vous ai entendu parler de la Bosnie plus tôt. Je crois que si nous allons plus loin, nous pourrions mettre fin à cette guerre, avec l'aide du Canada.

Qu'est-ce qui justifie cette guerre? Pourquoi le Congo souffre-t-il autant?

[Français]

La République démocratique du Congo souffre depuis longtemps de la prolifération et de la circulation illicite des armes légères et de petit calibre ainsi que du manque de régulation des mécanismes de contrôle de ces armes. Il y a eu l'adoption, la signature et la ratification du Traité sur le commerce des armes, ou TCA, mais le Canada et la RDC ne l'ont pas signé. Cependant, nous félicitons le Canada pour son effort en vue d'adhérer au TCA, parce qu'il reconnaît au moins que c'est une véritable norme mondiale qui aide à prévenir les violations des droits de la personne et à sauver des vies.

Le TCA vise à protéger les populations contre les armes. Il veille à ce que les pays réglementent efficacement le commerce international des armes, afin d'éviter qu'elles servent à appuyer le terrorisme, la criminalité internationale organisée, la violence fondée sur le sexe ainsi que les violations des droits de la personne ou du droit international humanitaire.

Voici nos recommandations.

Tout d'abord, il faut que le Canada fasse pression sur le gouvernement de la RDC et l'encourage à adhérer au Traité sur le commerce des armes pour prévenir les violations des droits de la personne et sauver des vies. L'honorable Chrystia Freeland, députée fédérale et ministre des Affaires étrangères, a déclaré: « Nous devons continuer d'encourager les autres pays à adhérer à ce traité et nous devons veiller à ce qu'il soit adéquatement mis en oeuvre à l'échelle mondiale. »

Il faut également que le Canada démontre son implication dans le désarmement des forces et des groupes armés actifs en RDC. Malgré la présence de la MONUSCO, nous recommandons au gouvernement canadien de proposer au Conseil de sécurité l'envoi de troupes militaires à réaction rapide semblables à celles de l'opération Artemis, afin de désarmer rapidement les groupes armés dans l'Est de la RDC, car les victimes se comptent quotidiennement.

La prochaine recommandation concerne l'exploitation minière. La RDC est victime de ses ressources naturelles, qui attirent la convoitise. La présence des compagnies minières canadiennes ne doit pas être la source de la misère de la population congolaise. Le gouvernement canadien doit s'assurer que les retombées socioéconomiques et environnementales de la présence des compagnies canadiennes contribuent à améliorer la situation des populations congolaises, en plus d'assurer la sécurité dans les zones minières.

Je vais terminer sur ceci: s'il n'y a pas de guerre, il n'y a pas de viols ni d'enfants soldats.

Merci.

• (1705)

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons passer à la première question. Monsieur Abouttaif, vous avez la parole.

M. Ziad Abouttaif: Merci beaucoup à vous deux.

Vous avez terminé là où j'aimerais commencer, avec la violence sexuelle. C'est une catastrophe et un fléau dans la région. Nous savons que la MONUSCO est censée être l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC.

J'aimerais aborder le sujet des élections du 23 décembre et ma question s'adressera à vous deux. Soyez libre d'intervenir comme vous le voulez.

La violence sexuelle est un enjeu très important, qui n'est même pas abordé par les partis dans la course. La MONUSCO devrait exercer une certaine influence en ce sens, du moins pour soulever cette importante question afin qu'elle fasse partie des enjeux électoraux. Cette question dépasse l'économie et l'argent. Nous savons que le pays a des ressources, et je crois qu'il faut centrer les efforts sur cette question.

Comme vos deux organismes — la Fédération Femmes Enfants Avenir Monde, la FFEAM, pour Mme Ashiri et la Solidarité féminine pour la Paix et le développement Intégral, la SOFEPADI pour Mme Lusenge — sont très actifs dans ce domaine, j'aimerais que vous nous dressiez le portrait de la situation. Qu'en est-il de ce sujet à la veille des élections? Que se passe-t-il? Est-ce que la communauté internationale aborde ce sujet?

Vos commentaires aideront grandement le Comité. Est-ce que l'une d'entre vous veut commencer? Nous aimerions vous entendre.

[Français]

Mme Yvette Yende-Ashiri: Madame Lusenge, voulez-vous commencer?

Mme Julienne Lusenge: Je vous remercie de la question.

Nous travaillons depuis plusieurs années déjà à ces questions. Nous recevons des survivantes chaque jour, à tout instant. J'ai demandé à mes collègues de Beni de fermer le bureau, parce que la situation à cet endroit était devenue trop invivable en raison des massacres, des Forces démocratiques alliées et de la maladie à virus Ebola. Mes collègues m'ont dit ce jour-là qu'ils ne pouvaient pas fermer le bureau, parce qu'ils avaient trois nouveaux cas de violences sexuelles.

Présentement, les violences sexuelles augmentent et s'accroissent dans tous les villages et toutes les villes. Pourquoi? Comme l'a dit ma collègue, s'il n'y avait ni guerres ni groupes armés, les violences sexuelles s'atténueraient ou deviendraient moins nombreuses. Ce sont ces guerres qui ont détruit notre société. Maintenant, il n'y a plus de morale, plus de normes sociales. Les gens se comportent comme ils le veulent. Tous, aussi bien les civils que les militaires, commettent des viols, et ce, parce qu'ils peuvent le faire impunément. La justice ne fonctionne pas. L'administration elle-même n'existe presque plus. Notre pays a été complètement détruit.

On a même répertorié des cas impliquant des agents de la MONUSCO. Pourquoi? C'est parce que la communauté internationale envoie des troupes provenant de pays où l'on ne respecte pas les droits des femmes. Ces gens, lorsqu'ils commettent des crimes ou des violences sexuelles dans notre pays, sont tout simplement renvoyés dans leur pays. On ne les punit pas et on ne demande pas réparation pour les victimes. Déjà là, il y a une impunité.

Par ailleurs, il y a un dysfonctionnement au sein de la justice congolaise. Certains juges s'engagent à travailler. Dans quelques cas, les victimes ont pu accéder à la justice, nous avons eu gain de cause et les auteurs ont été condamnés. Or, même s'ils sont emprisonnés, ils réussissent à sortir de prison peu de temps après, ils retournent dans les communautés et ils menacent aussi bien les activistes que les avocats et les victimes.

Il y a aussi les terroristes, qu'il s'agisse des Forces démocratiques alliées ou des Maï-Maï. Tous les groupes armés, quand ils entrent dans un village, violent les femmes pour punir la population et déshumaniser notre communauté. Pour que cette histoire de violences sexuelles se termine, il faut que le Canada et les autres pays alliés puissent envoyer des troupes pour combattre tous ces groupes armés. Il faut commencer par ceux qui viennent de l'étranger, les Forces démocratiques alliées, qui sont de vrais terroristes. Chaque jour, ils égorgent et éventrent de nos gens. Il faut que les Interahamwe et les FDLR rentrent au Rwanda. Ces peuples rwandais doivent rentrer chez eux. Par la suite, nous pourrions démobiliser les Maï-Maï. Nous, les femmes, devons participer à l'élaboration d'un programme de démobilisation. Les autres programmes ont été planifiés sans que nous soyons présentes à la table. On n'a pas pris en compte certains aspects importants qui auraient pu mettre fin au recrutement des enfants soldats.

Je vais laisser ma collègue continuer à développer cette question avant d'intervenir au sujet des élections du 23 décembre.

• (1710)

Mme Yvette Yende-Ashiri: Merci beaucoup.

[Traduction]

La situation que décrit Julienne est exactement celle qui règne au Congo. Je crois qu'il faut que le Canada intervienne pour le désarmement de la RDC. Pour nous, ce sera la seule façon de mettre un terme à la violence faite aux femmes, qui est utilisée comme arme de guerre.

[Français]

Comme Mme Lusenge l'expliquait, l'idée de ces violences est vraiment de terroriser. On va dans un village, on viole la mère, on viole la petite fille et on tue le père. Ensuite, la femme est laissée à elle-même et n'a souvent pas de soutien moral. Le viol est souvent vu comme quelque chose de honteux, qui salit toute la famille. Cette femme va donc partir, quitter le territoire et laisser la place libre, ce qui permet aux rebelles de revenir pour piller les ressources. Cela se produit tous les jours et c'est pratiquement devenu la norme. Si vous demandez à certains pourquoi ils le font, vous verrez qu'ils ne le savent même pas; ils le font et ils trouvent cela normal. Il est donc vraiment important d'avoir le soutien du Canada pour parvenir à mettre fin à la présence des rebelles en RDC, surtout ceux qui ne sont pas des Congolais.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Madame Vandenberg, vous avez la parole.

Mme Anita Vandenberg: Merci à vous deux.

Yvette, vous avez parlé de la résilience des femmes congolaises. Je peux vous dire que les femmes du Congo sont parmi les femmes les plus courageuses que j'aie rencontrées. Une chose m'a particulièrement troublée lorsque je dirigeais une école de formation pour les femmes candidates en RDC: lorsque je leur avais demandé combien d'entre elles avaient été victimes de violence sexuelle en raison de leur participation en politique, environ 80 % des femmes avaient levé la main.

La violence sexuelle au Congo n'est pas seulement une arme de guerre. Elle sert aussi à empêcher les femmes de participer aux processus décisionnels et politiques. C'est une forme particulièrement horrible de violence politique également.

Que peut faire le Canada pour lutter contre cette violence faite aux femmes en vue de les empêcher de prendre part au processus politique et aux discussions sur la paix?

• (1715)

Mme Yvette Yende-Ashiri: Le Canada pourrait mettre en oeuvre un programme particulier au Congo. Je sais d'après mes discussions avec certaines femmes que lorsqu'elles tentent de dire quelque chose ou d'agir,

[Français]

leur voix est écrasée. Donc, elles ne sont pas entendues. Je leur ai moi-même demandé ce que nous pourrions faire, de l'extérieur du pays. Je me suis fait répondre que ce serait justement de créer des programmes et de les implanter au pays.

Mme Anita Vandenberg: Quand vous étiez ici, au Canada, nous avons eu l'occasion de discuter de ces programmes. Vous avez dit que le Canada pourrait donner de la formation à des femmes pour qu'elles agissent comme observatrices aux élections et pour qu'elles forment à leur tour d'autres observatrices. Croyez-vous qu'il soit possible, à l'heure actuelle, d'avoir une élection transparente et crédible et d'assister à une passation pacifique des pouvoirs? Croyez-vous que le Canada ou d'autres pays disposent de suffisamment de temps pour offrir une telle formation à des groupes de femmes? En effet, les femmes sont crédibles et elles sont partout. Par contre, est-ce que la présence de femmes observatrices pourrait accroître le risque de violence contre les femmes en politique?

Mme Lusenge peut répondre en premier, puis ce sera à Mme Yende-Ashiri.

Mme Julienne Lusenge: En fait, il y a des femmes qui sont attaquées parce qu'elles se présentent comme candidates. Il y a même une femme de Goma qui a disparu: elle a été enlevée et on ne l'a pas encore retrouvée. Cela dit, beaucoup de gens dans la communauté, dans la population et dans les villages disent qu'il faut maintenant soutenir les femmes, parce que les hommes ont échoué.

Les hommes qui ont été au pouvoir, qui ont pillé et qui ont volé l'argent, ils achètent les consciences avec l'argent. Les femmes, elles, n'ont pas d'argent. Comme notre population est pauvre, les femmes qui font campagne se font demander par les gens si elles vont leur laisser ne serait-ce qu'un petit rien, un peu de sel, un peu d'huile, quelques médicaments. Or, les femmes n'ont pas d'argent à leur laisser, et elles essaient d'expliquer à ces gens qu'elles veulent justement changer cette situation. Cependant, en période de famine, ventre affamé n'a pas d'oreilles. Notre population a été déshumanisée par un groupe de gens qui ont conservé le pouvoir pendant longtemps, qui ont pillé systématiquement et qui ont détruit tout le système social.

Nous, les femmes, grâce au soutien que nous avons eu du Canada et des autres partenaires, nous avons formé les formatrices, qui ont alors formé d'autres observatrices. Cela nous permet d'aider les femmes qui n'ont pas d'argent à bénéficier des services des observatrices, des témoins et des médiatrices. Cela permet à ces femmes de travailler bénévolement, d'observer le déroulement des élections et d'en faire rapport. Elles vont accompagner les autres candidates dans les villages pour augmenter leur visibilité, pour les aider à imprimer à l'aide de nos machines les photos qu'elles vont utiliser dans leur campagne.

Les femmes se tiennent debout. Elles se battent parce qu'elles veulent être nombreuses là où sont prises les décisions. Cependant, ce n'est pas facile. Le contexte est vraiment hostile. Ces groupes d'individus qui ont pillé le pays pendant longtemps ne lâchent pas prise. Malgré cela, les femmes se tiennent debout. Pour leur part, la population et les jeunes accompagnent certaines femmes, les vraies femmes. En effet, nous ne voulons pas être représentées par des femmes qui ont été imposées et qui ne sont qu'une décoration. Nous voulons des femmes féministes qui portent nos voix. Voilà pourquoi nous travaillons jour et nuit pour défendre les droits des femmes, pour accompagner ces dernières, pour observer et pour dénoncer tout ce qui n'est pas normal dans une élection démocratique.

Jusqu'ici, la situation est incertaine. Il y a beaucoup de tensions et de violences dans notre pays en ce moment. Nous maintenons malgré tout que nous devons nous présenter à ces élections et rester résolues si nous voulons que la situation change dans notre pays.

Mme Yvette Yende-Ashiri: Je suis absolument convaincue que l'une des solutions serait effectivement que d'anciennes candidates qui ont été mises de côté offrent des témoignages ou de la formation. Cependant, je pense aussi qu'un soutien financier serait important pour encourager une candidature féminine aux prochaines élections. En effet, comme vous pouvez le constater dans les médias, aucune femme se s'est présentée jusqu'ici, et ce, pour les raisons mentionnées par Mme Lusenge. Les femmes n'osent plus. Ce n'est pas qu'elles ne veulent pas, mais elles n'ont pas de financement et elles craignent pour leur sécurité. Le Canada pourrait donc apporter son soutien sur les plans du financement et de la sécurité.

• (1720)

[Traduction]

Le président: Merci.

Madame Duncan, vous avez la parole.

Mme Linda Duncan: Merci.

Nous vous remercions toutes les deux. Vos témoignages sont très importants.

Je crois que nous devons faire preuve de pragmatisme. Les élections se tiendront dans moins d'un mois. Le Canada ne pourra pas lancer un programme de formation d'ici là.

Savez-vous s'il y a une mission de surveillance internationale des élections sur le terrain, qui assurera un contrôle dans ce contexte? Si oui, est-ce que vous communiquez avec elle?

Mme Yvette Yende-Ashiri: Je ne suis pas au courant.

Mme Linda Duncan: Certaines organisations internationales se rendent dans divers pays. Je ne sais pas si l'une d'entre elles s'est manifestée, étant donné la violence qui règne au Congo. Je vous encourage à trouver les organisations qui sont sur le terrain et à leur demander d'offrir une formation particulière aux femmes afin de les inciter à voter, de les appuyer et ainsi de suite.

Vous avez parlé de Beni.

Excusez-moi. C'était vous, Julienne.

[Français]

Mme Julienne Lusenge: Oui, nous avons...

[Traduction]

Mme Linda Duncan: Un instant. Laissez-moi poser ma question.

Selon ce que je comprends, la région de Beni est l'une des plus touchées par la crise d'Ebola. Comme c'est un endroit très violent, quels sont les problèmes connexes? Quelle forme d'aide le Canada ou ses alliés pourraient-ils offrir afin de protéger la santé des travailleurs de la santé, pour contrôler le virus Ebola et freiner sa propagation?

[Français]

Mme Julienne Lusenge: Votre première question portait sur l'observation de l'élection. L'Église catholique va déployer le plus d'observateurs possible. De plus, Freedom House, une organisation américaine, ainsi que des associations et des jeunes veulent se porter volontaires pour observer les élections et s'assurer de leur bon déroulement, pour ainsi mettre fin à ce régime qui nous détruit. Toutes les femmes des associations donnent de la formation, ainsi que certains experts congolais. Comme je le disais plus tôt, nous avons reçu du Canada, dans le cadre du Programme sur les femmes, la paix et la sécurité, un montant de 280 000 \$, soit l'équivalent de 301 000 \$ en devise canadienne, qui nous a aidés à former toutes ces femmes. Nous continuerons à former et à aider les femmes.

Il faut nous aider à sécuriser les zones où les femmes doivent faire campagne. Nous voulons assainir ces zones. Vous avez vu les faiblesses de la mission des Nations unies. Cela fait plus de 15 ans qu'elle est là, mais elle n'arrive pas à mettre fin à la guerre dans le pays. Si vous continuez à injecter de l'argent dans la MONUSCO,

vos contribuables vont encore donner de l'argent, mais nous n'arriverons pas à trouver de solution. Pourquoi le Canada ne peut-il pas parler aux Nations unies et à ses alliés pour mettre sur pied une armée de combat, comme les troupes de l'opération Artemis que les Français avaient envoyées à Bunia, des troupes qui vont faire la guerre aux groupes armés? Même notre armée dit que ces rebelles sont des djihadistes, qu'elle n'arrive pas à les contenir et qu'ils mènent une guerre asymétrique dont elle ne maîtrise pas le style. Comment feront ces femmes qui vont aller faire campagne dans les zones qui sont occupées par des groupes armés? Ces femmes risquent d'être kidnappées, violées, voire tuées. Il est grand temps de nous aider à assainir ces zones.

Il n'est pas seulement question ici des élections du 23 décembre. Nous avons un processus, un programme électoral qui va jusqu'en 2020. D'autres élections, locales cette fois, seront organisées au mois de mars. Nous avons donc besoin de l'aide financière du Canada pour cela, ainsi que de ses efforts de persuasion auprès des Nations unies pour la mise sur pied de troupes capables de combattre tous les groupes armés et de démobiliser les zones pour y amener la paix.

On devrait passer à autre chose que le virus Ebola. Si la population de Beni a réagi dans le cas de ce virus, c'est parce qu'elle a vu qu'il y avait une volonté de la part de la communauté internationale d'éradiquer l'épidémie, ce qui est un objectif très important. Pourtant, entretemps, des gens sont égorgés chaque jour à Beni. Certaines personnes ne dorment plus chez elles. Elles sont plus de 1 000 à se déplacer chaque soir pour aller dormir dans des quartiers sécurisés, avant de revenir dans leur maison le lendemain matin. Les enfants n'étudient plus. Les orphelins des massacres ne sont pas comptés. Comment les gens vont-ils réussir à faire campagne dans ce contexte?

La population a déjà tranché: elle ne veut plus voir tous ces gens qui ont été au pouvoir y revenir. Aidez-nous pour que cette élection se déroule bien. Nous espérons que l'Église catholique va avoir les moyens de déployer le nombre d'observateurs nécessaire et nous [difficultés techniques].

● (1725)

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Sur ce, la séance tire à sa fin.

Je tiens à remercier nos deux témoins de leur témoignage très convaincant. Comme c'est le cas pour la plupart des témoignages que nous avons entendus dans le cadre de cette étude, ils sont difficiles à entendre, mais il est important pour nous et pour tous les Canadiens de les entendre.

Je vous remercie d'avoir pris le temps de témoigner devant nous cet après-midi.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>